Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 122 (1977)
Heft: 3

Artikel: Actualité de Clausewitz
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344071

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Actualité de Clausewitz

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Clausewitz est vraiment le philosophe de la guerre quand il constate que celle-ci n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens, mais que la « logique politique » doit toujours préserver sa primauté sur la stratégie, tout en respectant constamment la « grammaire » de cette dernière [1].

A vrai dire, depuis 1945, cette formule a souvent trouvé une mise en œuvre plus ou moins heureuse au cours de maints conflits « limités ». Par contre, son application s'avère particulièrement difficile sur le plan géopolitique et géostratégique actuel, à notre période de crise permanente, sous la menace continuelle d'une potentielle troisième déflagration mondiale.

L'application actuelle de la formule clausewitzienne dans les « conflits limités »

Divers conflits limités ont marqué notre passé récent. Mais plus particulièrement les deux campagnes d'Indochine, les brèves guerres israélo-arabes de 1967 et 1973 font ressortir, tantôt une heureuse application, tantôt une regrettable méconnaissance de la doctrine de Clausewitz.

Les enseignements de la phase française de la guerre d'Indochine

En 1945, les dirigeants français pouvaient envisager un règlement du sort de l'Indochine, soit essentiellement par la négociation, soit avant tout par une solution militaire, tout en accordant aux trois pays en cause un statut d'indépendance, mais dans un cadre politique précisé d'avance. Car il convenait alors d'établir, dans l'ancien Empire, un ordre nouveau, sous le signe d'une durable *pax gallica* et dans une communauté française à définir.

[1] Cf. à ce sujet, dans notre ouvrage *L'Armée face au pouvoir*, Editions France-Empire, 1968: « Le problème des deux pouvoirs », pages 117 à 255.

En fait, une négociation avait bien été tentée, dans des conditions bien décrites par le général Salan dans un récent ouvrage [1]. Et, dès mars 1945, le gouvernement provisoire de la République avait prévu une évolution à promouvoir en accord avec les élites des trois pays en cause.

Malheureusement, il semble que l'on ait ignoré à Paris, en 1945, les traits marquants de l'histoire de l'Indochine. Or, le passé, dans cette région, diffère totalement de celui de la France. Car celle-ci est née au cours d'une longue évolution et dans le respect général des traditions locales et régionales. Si bien que les rois de France parvinrent à grouper harmonieusement, autour de leur Ile de France, des populations aussi différentes que les Bretons, les Basques, les Flamands et les Alsaciens.

Il n'en est pas de même de l'histoire d'Extrême-Orient, faite d'invasions et de mutations profondes successives, au cours desquelles disparaissaient, chaque fois, les structures sociales et les civilisations antérieures. Et c'est cela qu'il fallait éviter en 1945.

Or, en relevant brutalement de leurs fonctions l'amiral Decoux et sa remarquable équipe, le gouvernement français allait au-devant de la catastrophe menaçante. Non seulement, il désavouait l'excellent travail accompli en dépit d'une présence japonaise, mais il entérinait en quelque sorte cette rupture avec le passé qu'il fallait empêcher. Car il convenait alors d'adapter à une situation nouvelle les institutions et les hommes en place, à vrai dire, avec toute cette souplesse nécessaire en Extrême-Orient, afin de ménager une heureuse transition, et non pas une coupure, entre un passé révolu et un avenir souhaitable, c'est-à-dire l'indépendance dans le cadre d'une grande communauté française.

Or, en frappant ses meilleurs serviteurs, le gouvernement de Paris semait le doute dans l'esprit de bien des Indochinois. Il décourageait ceux qui, fidèles à la France, avaient prouvé à celle-ci leur attachement pendant l'occupation. « Désormais ils doutaient de la France », écrit, à juste titre, le général Salan.

Par ailleurs, les dirigeants de Paris, politiques et militaires, semblaient ignorer cette importante réalité indochinoise: ce mouvement à la fois racial et communiste qu'incarnait le Vietminh, conduit de main de maître par Ho Chi Minh, depuis des années.

[1] *Indochine rouge. Le message d'Ho Chi Minh*, Presses de la Cité, 1975.

Et pourtant, dès 1945, il était à prévoir que le problème des « rebelles » ne serait pas résolu par la seule voie militaire. Il ne pouvait pas l'être davantage par la seule voie politique. Dans ces conditions, quelle attitude gouvernementale et quelle action de guerre fallait-il envisager, la première devant, bien entendu, dominer et inspirer la seconde?

A vrai dire, pendant toute la phase française d'Extrême-Orient, c'est-à-dire de 1945 à 1954, c'est bien la politique de Paris qui primait la conduite des opérations. Mais une politique à la fois fausse et fluctuante. Car, d'une part, sa « logique » était incertaine, en présence d'interlocuteurs qui, eux, étaient bien installés dans le pays depuis 1945, date à laquelle Giap, venu de Chine, accompagné de quelques cadres révolutionnaires, avait mené son action subversive contre les deux « impérialismes », français et nippon, tout en conduisant son combat idéologique. Il réalisait donc, sur le terrain, à la fois l'endoctrinement révolutionnaire et la formation militaire de ses gens, sous le couvert du nationalisme vietnamien. C'était là, pour lui, une efficace synthèse d'aspirations légitimes et d'entreprises sournoises.

Le 15 août 1945, Giap déclenchait son soulèvement, avec un noyau de 6000 « durs » armés, déjà entraînés par de petits coups de main sur des postes isolés.

Le lendemain, c'était la capitulation japonaise et, le 17, à Hanoï, 20 000 manifestants hissaient le drapeau vietminh à la place de l'emblème impérial. Quelle similitude avec la prise de pouvoir de Lénine en 1917, à la tête d'un groupe minoritaire...

Et, le 2 septembre, c'était la proclamation officielle de l'unité du Vietnam indépendant. Quant aux troupes de Leclerc, elles ne devaient arriver que le 12 septembre. A vrai dire, le président Roosevelt avait tout fait, de son vivant, pour empêcher un tel retour. N'avait-il pas déclaré que les Etats-Unis n'étaient « pas entrés en guerre pour permettre aux Britanniques de revenir aux Indes et aux Français de retourner en Indochine »? Sa mort avait mis fin à cet interdit. Toutefois, Leclerc arriva trop tard à Saïgon pour pouvoir empêcher le terrible massacre d'Européens de la Cité Hérault.

Cependant, quatre mois suffirent au général pour reprendre la Cochinchine au Vietminh. Puis il progressait vers Ban Methuot et, en 1946, les Plateaux moïs, grâce à une action menée en pleine période des pluies, étaient libérés; puis c'étaient le Cambodge et le Laos. Mais la

guérilla restait implantée sournoisement dans ces régions, où Giap et Ho Chi Minh avaient organisé l'action militaire et subversive.

Au nord, la situation était très différente de celle du sud. De longues et difficiles tractations y avaient été menées, avec les temporaires occupants chinois, par le général Salan, avec Ho Chi Minh, par M. Sainteny. Et, sur le plan politique, un accord préliminaire avec Ho Chi Minh reconnaissait l'indépendance d'une République du Vietnam au sein d'une Fédération indochinoise, elle-même intégrée dans l'Union française.

Le général Leclerc put débarquer à Haïphong, le 5 mars 1946, après un combat au canon avec les occupants chinois du territoire et dont le départ posait un problème supplémentaire sur le plan politico-militaire.

En somme, rarement s'était présentée une situation aussi compliquée sur un théâtre d'opérations extérieur. Car le politique et le militaire, tout en s'interpénétrant, étaient directement influencés par des considérations politiques et stratégiques nationales et internationales, aggravées par le jeu d'aspirations mal définies et parfois difficiles à concilier.

Par exemple, en Cochinchine, se manifestait une remarquable prise de conscience, par une élite intellectuelle remarquablement formée surtout par les universités françaises, pour l'institution d'un Etat national cochinchinois, intégré ou non dans une communauté de type fédéral ou confédéral. Et cette aspiration tenait compte de certains mouvements idéologiques, entre lesquels une entente semblait possible.

De même, les pays moïs et thaïs demandaient, eux aussi, leur indépendance. Il s'agissait là de populations que leurs origines ethniques appelaient à se dissocier de l'ancien empire, que leurs ancêtres avaient fui en se réfugiant dans les hautes régions et où eux-mêmes vivaient bien à l'écart de la société vietnamienne. Elles formaient d'ailleurs des communautés homogènes, avec des personnalités et des coutumes très affirmées, préservées à travers toutes les invasions successives, dans les montagnes, où elles constituaient comme des sanctuaires de sociétés disparues du reste de l'ancien empire d'Annam.

Les gouvernements français successifs de l'après-guerre ignoraient ces faits fondamentaux de l'hsitoire extrême-orientale et ils se révélaient incapables, du fait de la durée toujours limitée des cabinets et de leur dépendance de partis également mal renseignés, d'assurer une direction, une coordination de l'action politique et militaire en Indochine. De ce fait, la confiance des amis de la France dans ces pays se détériorait et

bien des ralliements au Vietminh s'expliquent par ce détachement de l'ancien pays protecteur. Dans ces conditions, l'année 1946, tout en enregistrant des succès militaires, aboutit à une suite de désillusions sur le plan politique. Ce fut l'échec des pourparlers de Fontainebleau, alors que l'indépendance de la Cochinchine était encouragée, mais en contradiction avec les promesses faites à Ho Chi Minh. Et, en fin d'année, le 19 décembre, ce dernier allait déclencher son coup de force du Tonkin.

Certes, en 1947, l'action militaire, imposée de ce fait, était intensifiée et aboutissait dans l'ensemble à de réels succès, du moins dans ses débuts. Mais, sur le plan politique, ce fut l'appel à Bao Daï, en violation de la promesse faite à certaines populations. Sur les Plateaux moïs, notamment, où la France reniait la parole donnée en 1946.

L'effort militaire, à partir de l'été 1947 et jusqu'en mars 1948, devait s'appliquer au Tonkin, contre Ho Chi Minh, qui s'était replié dans la haute région. Et, sur le plan politique, les minorités locales fondaient tous leurs espoirs sur la France...

Mais celle-ci, méconnaissant les besoins de la guerre en cours, réduisait les forces du Corps expéditionnaire qu'il eût fallu, au contraire, augmenter pour mener à bonne fin la campagne entreprise. Pendant ce temps, le Vietminh poursuivait, dans les régions soumises à sa terreur et à son action politique, son effort militaire et idéologique. En dehors des petites unités du début, à base de partisans, il mettait progressivement sur pied, conformément à la doctrine de Mao, son corps de bataille régulier, en vue du grand assaut final.

L'arrivée au Vietnam, en avril 1949, de Bao Daï ne produisit pas, sur les populations vietnamiennes, l'effet attendu. D'autant plus que le Vietminh, devenu une force régulière, bénéficiait des aides soviétique et chinoise.

Puis, de 1950 à 1952, le général de Lattre reprenait la situation en main, marquant de réels succès, rendus possibles par des renforts substantiels. Mais en 1953-1954 Giap, mettant en œuvre sa devise « dix contre un », obtint, le 7 mai 1954, son grand succès: Dien Bien Phu. A vrai dire, la France ne perdait là « qu'une bataille », non pas la guerre. Celle-ci, selon la juste remarque d'un général américain, « fut perdue à Paris ».

En somme, la France capitulait après une simple défaite locale, surestimée par les responsables politiques du moment. Ceux-ci, pour employer

le langage de Clausewitz, avaient ignoré « la grammaire de la guerre ». Car Dien Bien Phu, malgré sa gravité, ne devait pas empêcher la poursuite des combats. C'était là aussi une faute politique. Car la capitulation de Paris revêtait un double sens: elle marquait à la fois une victoire du monde jaune sur le monde blanc, de l'Orient sur l'Occident, et celle du marxisme sur le capitalisme. C'était donc, pour le Vietminh, un succès non seulement militaire, mais idéologique, du fait d'une France qui ne voulait pas payer le prix de sa possible victoire...

A vrai dire, la phase américaine de la guerre du Vietnam ne devait pas être plus heureuse.

La phase américaine de la guerre du Vietnam

Certes, les Américains allaient disposer de moyens exceptionnels. Et sur le plan strictement militaire de la guerre régulière, les autorités politiques de Washington avaient, du moins au début de leur intervention au Vietnam, tenu compte de la « grammaire de la guerre ». Mais, à vrai dire, celle-ci comportait une technique, celle de la guérilla, à laquelle l'armée USA n'était absolument pas préparée, pas plus que ne l'avait été le Corps expéditionnaire français. Et les éléments nouveaux d'un combat révolutionnaire prenaient au dépourvu les forces américaines. Mais ce n'est pas là la cause essentielle de l'échec final des Etats-Unis dans l'ancienne Indochine française. Certes, une puissance extérieure est toujours handicapée vis-à-vis d'une subversion née dans la population même et fomentée par des éléments locaux qui, par la force ou la persuasion, tentent de s'imposer à leurs compatriotes en partie acquis à leur cause ou soumis par la terreur.

Mais l'origine de l'abandon américain est surtout de nature politique. Et ici intervenaient surtout les deux faiblesses de la politique extérieure des USA en général, c'est-à-dire, d'une part, l'influence déterminante et paralysante de la politique intérieure, voire de l'opinion publique, sur l'action du président au niveau international, alors que, d'autre part, le chef d'Etat souffre trop souvent de l'opposition du Congrès dans l'exercice de ses théoriques pouvoirs.

Le président Nixon avait été élu avec la mission, acceptée par lui, de ramener les soldats, des appelés, d'Extrême-Orient, « bring the boys back ». Donc le maintien des forces américaines au Vietnam devait

forcément prendre fin, ne fût-ce qu'à cause de l'engagement souscrit par M. Nixon vis-à-vis de ses électeurs. Mais du moins, il eût été possible de permettre au Vietnam de poursuivre seul la lutte, en lui fournissant les moyens de celle-ci. Or, le Congrès refusait les crédits nécessaires aux forces armées locales pour le combat en cours.

Une autre faute fut l'intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures du gouvernement de Saïgon, notamment en favorisant la chute du président Diem.

D'autres raisons ont été à l'origine de l'effondrement vietnamien, dont l'aide accordée au Vietminh par l'URSS et la Chine. A vrai dire, ces deux pays se battaient ici contre l'Amérique par forces interposées. Mais aucune de ces deux puissances totalitaires ne fournissait à Hanoï un appui suffisant pour gagner la guerre. Car une victoire vietminh caractérisée n'était initialement aucunement désirée par elles. En effet, aux yeux des hommes de Moscou, elle laissait la place libre à la Chine et, pour celle-ci, la fin de la guerre d'Indochine supprimait une pomme de discorde entre les deux Grands, donc favorisait leur dyarchie, au détriment de Pékin.

Dans ces conditions, l'effondrement du Vietnam anticommuniste, donc la défaite américaine qu'il consacrait, n'a donné lieu qu'à des comptes rendus de ton modéré dans les presses chinoise et russe. Car, par-delà l'opposition générale Est-Ouest, existe celle des deux grands impérialismes, celui des tsars, hérité par les actuels maîtres du Kremlin, celui des fils du ciel, recueilli par Mao Tsé Toung. Il ne faut pas négliger ces forces incidentes qui ont agi dans les deux phases de la guerre d'Indochine et qui ont quelque peu porté atteinte tant à l'importance et aux effets de la dyarchie des deux Grands qu'à l'opposition Est-Ouest, avant même l'affirmation des problèmes posés par les relations Nord-Sud, devenues par la suite l'une des dominantes d'une situation dont la mondialisation n'a cependant pas supprimé tant de rapports « ami-ennemi » un peu partout dans l'univers.

Il faut remarquer d'ailleurs que, dans un monde de plus en plus complexe, apparaît d'autant plus nettement la faiblesse de la politique extérieure américaine, celle d'un pays encore trop jeune, dont l'action diplomatique manque d'expérience, de traditions. D'où, sur le plan de la géopolitique et de la géostratégie, tant d'échecs de la théorique première nation de tous les continents. Mais les fautes américaines sont

compensées en quelque sorte, et comme effacées, par la puissance matérielle, technique et financière des USA. Il n'en demeure pas moins qu'en Extrême-Orient l'Amérique n'a pas su mettre en œuvre une politique adéquate déterminant une action militaire tenant compte de toutes les stratégies, même révolutionnaires. Il est remarquable que, dans les deux guerres arabo-israéliennes récentes, des nations aux dimensions réduites, Israël surtout, ont su, mieux que la première puissance mondiale, appliquer les grands principes de la guerre de tous les temps. C'est-à-dire, selon la définition clausewitzienne, le concept de primauté de la logique politique qui, mettant en œuvre son humble servante, la stratégie, considère cependant et respecte la « grammaire de la guerre ». C'est ce fait que montrera une évocation rapide des deux conflits de 1967 et 1973.

La guerre des Six Jours de juin 1967

Dans cette campagne, Israël a agi vraiment conformément aux principes clausewitziens. En effet, ici la politique a consisté, pour ses gouvernants qui estimaient une certaine conquête militaire indispensable à la préservation de la sécurité du pays, dans le déclenchement à un moment opportun de leur attaque surprise. Celle-ci allait être une sorte de guerre éclair dont le succès devait effectivement répondre aux vues des dirigeants de Tel Aviv. Mais, la campagne une fois terminée, la diplomatie reprit ses droits. En somme, avant, puis après le déclenchement de la guerre, la primauté de la logique politique s'affirmait ici d'une manière magistrale, du moins jusqu'à la conclusion du cessez-le-feu. Puis, cependant Israël commit une réelle faute, en ne poursuivant pas activement la concertation pour l'établissement d'un *modus vivendi* arabo-israélien valable.

Et c'est cet oubli du vainqueur qui allait être à l'origine de cette autre guerre éclair, lancée par le président Sadate, en vertu d'une logique politique non moins justifiée que celle d'Israël en 1967. Et ce fut la « guerre du Kippour ».

La guerre du Kippour d'octobre 1973

Nous savons [1] que Sadate ne voulait pas susciter une campagne d'anéantissement contre Israël, mais seulement forcer le gouvernement

[1] Cf. *Fayçal d'Arabie*, de Benoît Méchin, Editions Albin Michel, 1975.

de ce pays à accepter les négociations que refusait ce dernier, en vue de la définition du *modus vivendi* que réclamait le Caire.

Nous n'avons pas à examiner ici dans quelle mesure les positions des deux parties étaient justifiées moralement et politiquement. Ce qui nous intéresse ici, c'est de savoir s'il y avait concordance entre les exigences de la « logique politique » égyptienne et les opérations envisagées comme « continuation de la politique par d'autres moyens ».

Or, sur ce plan, la conception du Raïs était logique, conforme à la « formule » clausewitzienne. Elle consistait à réaliser les visées du Caire, c'est-à-dire l'obtention de l'accord israélo-arabe recherché, au moyen d'une guerre éclair, puisque les Israéliens ne répondaient pas positivement aux démarches diplomatiques du Caire, qui réclamait un *modus vivendi* acceptable.

Certes, l'attente de Sadate fut déçue dans une certaine mesure. Car, après un succès initial, victime d'un de ces aléas si courants à la guerre, il subit un retour victorieux de ses ennemis. Ceux-ci, aidés puissamment par les envois américains, et donc amplement dotés en armes « anti » de toutes catégories, purent rétablir la situation à leur profit. Mais, dans la première phase, le Raïs avait obtenu un indéniable succès et, de ce fait, il a été le premier vainqueur arabe d'Israël. Antérieurement quelque peu vilipendé dans son propre pays, il devenait le grand chef militaire aux yeux de ses concitoyens et des voisins musulmans opposés à l'Etat juif. Et, tout compte fait, la stratégie au service de sa logique politique avait été payante. Car, sur le plan politique, il avait obtenu l'engagement des pourparlers souhaités, et, sur l'intervention de M. Kissinger, les dirigeants israéliens surent arrêter à temps leur retour offensif. Ce fut d'ailleurs, là encore, le succès d'une logique politique pertinente, car la poursuite victorieuse de leur avance eût mobilisé contre eux l'ensemble du monde arabe hostile qui entoure l'Etat juif. Et ce dernier eût risqué de succomber devant la supériorité numérique de cette coalition. En somme, c'est à juste titre que la force militaire s'est inclinée devant la sagesse politique.

Par contre, par son attitude, Israël a créé une situation propre à une action diplomatique susceptible de lui assurer à longue échéance, et grâce à l'appui américain obtenu, une certaine ouverture égyptienne, au terme de laquelle une reconnaissance du droit à l'existence pourrait intervenir en sa faveur.

En somme, Israël dans la guerre des Six jours, l'Egypte et lui-même dans celle de 1973, ont su appliquer remarquablement la doctrine clausewitzienne. Mais quelle a été l'attitude des deux Grands à l'occasion de ces conflits?

L'attitude des deux Grands dans les deux conflits israélo-arabes

Au Proche-Orient comme en d'autres lieux, Russes et Américains s'affrontent souvent par nations interposées, bien que mettant tout en œuvre pour éviter un conflit généralisé.

Dans la campagne du Kippour, comme dans celle des Six Jours, seule l'URSS semblait capable, du moins à l'origine, de réarmer les pays arabes vaincus. Et ceux-ci avaient perdu une partie importante de leur matériel. Or, la fourniture de ces armes rendait les nations islamiques du secteur tributaires des Soviétiques. Et pourtant, théoriquement, il existe une certaine incompatibilité entre la doctrine communiste et l'Islam.

Il est difficile de dire dans quelle mesure Moscou prévoyait et approuvait la guerre du Kippour. Mais, la campagne une fois engagée, Russes et Américains ont rivalisé de zèle dans le ravitaillement de leurs protégés.

Puis, la situation s'aggravant, un risque de guerre généralisée apparaissait. Informé par l'ambassadeur soviétique que Moscou estimait une présence militaire russe et américaine indispensable, alors que ses services lui signalaient, sur les aérodromes soviétiques, environ quatre divisions prêtes à être acheminées par air sur le Proche-Orient, le président Nixon, en pleine nuit du 24 au 25 octobre, décréta l'alerte générale des forces USA sur tous les continents. Simultanément, M. Brejnev fut mis en demeure de s'abstenir. Et ce dernier, comme M. Khrouchtchev en 1962, s'inclina devant l'attitude ferme et résolue du chef américain.

En somme, la diplomatie russe avait tenté, par l'intervention militaire rapide projetée, de s'implanter au Proche-Orient. Mais finalement sa « logique politique » lui a dicté l'abstention. Tout au contraire, dans l'antérieur conflit du Yémen du Nord, en l'absence de toute réaction américaine, M. Brejnev n'avait pas hésité à accorder son aide et le concours de ses avions aux Républicains de Sanaa, leur permettant ainsi de faire échouer la grande offensive de l'Imam Badr. A vrai dire, la logique politique du roi Fayçal d'Arabie sut, à son tour, annuler l'inter-

vention soviétique et, par une entente suscitée entre républicains et ex-royalistes, réaliser dans le pays une paix spécifiquement arabe.

Toutefois, plus récemment — également en l'absence de toute réaction de la part d'une Amérique alors en période préélectorale — l'URSS a pu, par Cubains interposés, intervenir militairement en Angola et, de la sorte, se ménager une position avantageuse en Afrique.

Bref, l'étude de quelques guerres limitées fait apparaître une application souvent heureuse de la formule clausewitzienne, d'autant plus que, dans ces cas, la « grammaire » de la stratégie à mettre en œuvre, directement ou par partenaires interposés, était relativement simple, et imposait tantôt le recours aux armes, tantôt l'abstention. Mais nous avons vu aussi dans quelle mesure, si souvent, la « politique » du président des Etats-Unis a été bloquée par la situation intérieure de son pays toujours dominée par une opinion publique toute-puissante et un Congrès fréquemment opposé au chef d'Etat.

Mais comment appliquer, sur le plan géopolitique et géostratégique, la « formule » clausewitzienne à notre actuelle époque de « non-guerre », qui n'est pas celle d'une paix véritable?

La « logique politique » et la stratégie au plan géopolitique et géostratégique dans le contexte du moment

Du temps de Clausewitz, la situation était simple: *l'Europe dominait le monde et cinq puissances dominaient l'Europe.* Même après la disparition de la « Pentarchie » fondée par Metternich, les mêmes pays, devenus le « concert européen », dictaient souvent leur loi à l'univers.

Mais parallèlement à leur action politique, prolongée parfois par des interventions militaires, des problèmes étaient réglés sur le plan international par des *voies techniques.* C'est ainsi que naquit, en 1856, la « Commission internationale du Danube », puis en 1864, fut créée l'« Union Postale ». Par la mise sur pied de ces organisations, il était tenté de régler pacifiquement, par des conférences ou par la soumission à une loi suprême, des différends intervenant entre Etats. Et cette entreprise devait bientôt s'appliquer à la guerre, par la fondation de la « Croix Rouge », en 1864, et aux conflits sociaux, par celle du BIT, en 1901.

Cette tendance, en se généralisant, aboutit à cette création utopique que fut la « Société des Nations », pour laquelle le monde de 1918

n'était pas encore mûr. D'autant plus que les vainqueurs d'alors, loin de fortifier l'ordre antérieur, éliminèrent comme grande puissance l'Autriche-Hongrie, cette « Europe du milieu », l'un des piliers de l'équilibre mondial. A sa place intervenait d'ailleurs, dans les affaires du continent, l'Amérique lointaine, totalement étrangère à ce dernier.

Et cette situation fut doublement aggravée au lendemain de la plus grande victoire de l'histoire, victoire essentiellement américaine. D'abord par la création des « Nations Unies », où chaque Etat était pourvu d'une voix. Et ainsi, désormais, de tout petits pays sans passé et sans envergure s'exercent, au Palais de verre, à la Grosspolitik au détriment des grandes et moyennes puissances.

En plus, l'Amérique, à Yalta, eut le tort de reconnaître comme son unique partenaire égal l'URSS, alors encore nation isolée, détenant seulement le rang de grande puissance de terre de l'Eurasie. Mais, devenue l'interlocuteur dominant des Etats-Unis, primant les autres vainqueurs occidentaux, elle sut, par ses usurpations successives vis-à-vis de ses actuels satellites, s'implanter au centre de l'Europe et, du fait de la plus grande armée du monde, devenir une véritable puissance mondiale. D'où, finalement, cette « *dyarchie* » *des deux Grands* que l'Amérique elle-même subit plus qu'elle ne la désire. D'autant plus que, n'ayant pas su maîtriser sa victoire, elle a été incapable de remplir l'éminente mission qui lui incombait alors: établir, dans un univers retrourné au chaos, un ordre nouveau sous le signe d'une générale *pax americana.*

Et pourtant, en dépit de ce double échec, certaines *aspirations mondialistes se développent sous la forme de tendances fonctionnelles*, par exemple, pour le droit de la mer. L'on espère ainsi aborder certaines questions qui, dépouillées de tout aspect politique ou idéologique, doivent pouvoir être réglées à l'amiable entre nations de bonne volonté. Ainsi devraient recevoir une solution pacifique des différends tels que la « guerre de la morue », entre l'Islande et la Grande-Bretagne, ou la contestation sur l'exploitation du continent égéen, entre la Turquie et la Grèce.

Malheureusement, un facteur nouveau complique souvent les situations actuelles: le *rythme accéléré de l'histoire.* Car des faits qui, autrefois, se seraient succédé à longs intervalles, se produisent maintenant à une cadence telle qu'ils deviennent simultanés et prennent les gouvernements au dépourvu. D'où ces fréquentes petites crises que décrit Raymond Aron dans *Le Figaro* du 3 novembre 1975: « En 1939, le mouvement de

l'histoire conduisait vers une deuxième guerre mondiale, au-delà s'étendait l'inconnu. En 1975, les foyers de conflit se multiplient sans que pour autant une grande guerre soit probable. L'incertitude d'ensemble résulte de l'accumulation de crises partielles, dont l'issue dépend de multiples causes qu'aucun Etat, si puissant soit-il, ne parvient à maîtriser. »

C'est cette difficile *maîtrise des crises* qui pèse sur l'action gouvernementale, dans notre univers « entre guerre et paix ». Elle est d'autant plus malaisée qu'à l'opposition Est-Ouest s'ajoutent désormais les problèmes Nord-Sud, avec un tiers monde divisé en nouveaux riches du pétrole et en « toujours pauvres », plus dépourvus que jamais. D'où de nombreuses et changeantes relations « ami-ennemi », qui tantôt se renforcent mutuellement, tantôt se neutralisent.

Sur le plan militaire également, une immense complexité s'affirme. Les armes modernes classiques s'ajoutent les unes aux autres dans une terrifiante panoplie, au service de la stratégie. En particulier, la guerre du Kippour a montré le prodigieux développement des *armes « anti »* dont les effets sont de nature à remettre en cause le principe même de la guerre éclair [1]. De même, les P.G.M., les missiles guidés avec précision, constituent un facteur nouveau dans la possible bataille de demain.

Mais la grande inconnue, c'est le *fait nucléaire*. A vrai dire, à deux niveaux. Sur le *plan stratégique* d'abord, chacun des deux Grands est désormais capable d'atteindre le territoire national de « l'autre ». Et les deux possibilités semblent se neutraliser réciproquement, en raison du mutuel suicide que serait ce recours à l'arme majeure.

Par contre, l'emploi d'*armes nucléaires tactiques*, sur le théâtre d'opérations européen, semble plus pensable. Car il pourrait intervenir soit à l'Ouest, pour sauver éventuellement les forces occidentales d'un désastre devant la supériorité numérique du Pacte de Varsovie, soit à l'Est, afin de poursuivre une offensive bloquée par les engins « anti » modernes des armées atlantiques. Mais bien des inconnues joueraient ici.

Dans de telles perspectives d'une possible guerre si complexe et si incertaine, comment appliquer la « formule » clausewitzienne? A vrai dire, elle n'est absolument pas remise en cause. Plus que jamais, la logique politique doit primer la stratégie, son humble servante. Et,

[1] Cf. à ce sujet notre article, « Réflexions sur la guerre du Kippour », dans *Le Monde moderne*, N° 5, mars 1974.

comme hier, le pouvoir, dans ses décisions, doit respecter la « grammaire » de la stratégie. Mais celle-ci, désormais, s'écrit au pluriel. Alors, comment respecter ces grammaires tantôt militaires, tantôt politiques, voire idéologiques, tantôt économiques?

Avant tout, il devient indispensable que nos responsables politiques et militaires bénéficient d'une *information exceptionnelle*. Or, celle-ci existe dorénavant. Comme dit Raymond Aron [1], la stratégie a trouvé sa place dans l'université. Non seulement dans l'enseignement militaire supérieur, à Paris notamment — à l'Institut des hautes études de défense nationale — où de hauts fonctionnaires et des personnalités du monde économique s'initient aux données de la sécurité nationale et atlantique en compagnie des futurs grands chefs militaires. L'Institut international d'études stratégiques de Londres trouve une large audience pour ses publications dans l'intelligentsia occidentale. Des instituts de polémologie et d'irénologie existent dans de nombreux pays. Des experts militaires — tels l'amiral Ruge et le général von Baudissin, en Allemagne fédérale, le commandant de corps Ernst, en Suisse, le professeur et colonel israélien Wallach [1] à l'université de Tel Aviv — enseignent la science de la guerre dans les facultés. Par contre, des officiers suivent des cours universitaires dans des disciplines non militaires. Ainsi se prépare toute une élite, capable d'appliquer la pensée clausewitzienne pour la prévention ou la conduite de nos potentiels conflits majeurs.

* * *

En dernière analyse, la formule clausewitzienne reste bien valable et elle l'est pour tous les temps. Toutefois, si son application est relativement aisée dans les conflits limités, elle est difficilement réalisable aux niveaux géopolitique et géostratégique du moment. Car l'évolution et la complexité des structures et relations interétatiques, la multiplicité croissante des inventions que la technique moderne offre à la stratégie sous tous ses aspects, rendent pratiquement impossible une juste évaluation des moyens et procédés à mettre en œuvre.

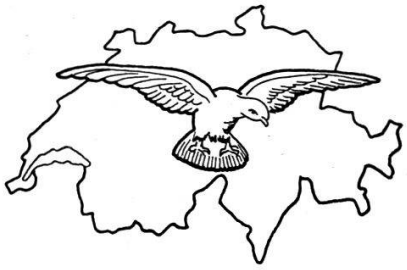
[1] Cf. son ouvrage *Penser la guerre, Clausewitz*, Gallimard, 1976.

[2] Cf. ses ouvrages: *Das Dogma der Vernichtungsschlacht-Clausewitz und Schlieffen*, Bernard & Graefe, 1967 et *Kriegstheorien*, Bernard und Graefe, 1972, tous deux largement consacrés à Clausewitz.

Dans ces conditions, l'exceptionnelle information fournie actuellement aux responsables des grandes et moyennes puissances permet surtout à ces dirigeants d'entrevoir les risques apocalyptiques et les monstrueuses dimensions que comporterait une guerre généralisée.

Alors, faut-il admettre que notre potentiel agresseur, conscient de telles perspectives, préférera s'en tenir aux immenses avantages qu'il tire de la détente? En d'autres termes, pouvons-nous accepter ce « pari sur la Raison » que nous propose Raymond Aron dans son dernier ouvrage? Oui. D'abord, c'est là notre seul espoir. Et puis, Khrouchtchev, en 1962, Brejnev, en 1973, n'ont-ils finalement pas, face à une Amérique déterminée, écouté la voix de la raison?

En somme, même à Moscou, la « logique politique » sait appliquer avec sagesse la formule clausewitzienne qui, en l'occurrence, impose l'abstention. Et ainsi nous sera peut-être épargné ce grand « crépuscule des Dieux » que serait sans doute, pour l'Est comme pour l'Ouest, une troisième guerre mondiale.

Si, toutefois, l'Occident reste fort et résolu!

F.-T. S.